

Conseil national du PCF – 29/30 mars 2008

Gilles Alfonsi, Seine-Saint-Denis

Face au bipartisme, la construction d'un projet et d'une force de transformation sociale

Si nous nous racontions des histoires sur nos résultats électoraux, en vue de justifier des choix stratégiques pour le congrès, les communistes ne s'y tromperaient pas. Notre résistance relative n'a malheureusement rien à voir avec une renationalisation du vote communiste. Il y a simultanément nouveau rétrécissement géographique de notre implantation et bonne tenue relative - relative car fort inégale - là où nous sommes présents.

Affirmer comme le fait le projet de résolution que « le PCF » sort « renforcé » de ces élections est une interprétation plus qu'optimiste, qui masque de plus la réalité complexe des configurations sur le terrain.

Banaliser ou relativiser l'échec que nous connaissons en Seine-Saint-Denis - Conseil général, Montreuil, Aubervilliers, Pierrefitte, pertes non compensées par le seul gain de Villepinte, avec comme tête de liste une apparentée - conduit à rester dans une analyse superficielle des causes.

Celles, externes, comme la politique de Claude Bartolone, qui interroge les notions de gauche et d'union de la gauche, question cruciale pour l'avenir ; celles qui relèvent de nos propres conceptions et pratiques : conception de la gestion et parfois gestion « résignée », difficulté d'innover et de renouveler, problème de lisibilité, rapport au combat politique général, articulations entre le rôle des élus et le rôle du parti, et plus fondamentalement, incompréhension des évolutions de nos sociétés locales, des demandes et des besoins, rapport au peuple, à la diversité sociale et culturelle etc.

Jean-Jacques Karman évoquait hier l'arrivée à Aubervilliers de nouvelles populations venues de Paris, populations pour lui a priori éloignée du vote communiste. Il y a deux attitudes politiques par rapport à elles : tenter de limiter cette arrivée en s'interdisant d'encourager la mixité sociale (et donc d'une certaine manière donner raison, sans le vouloir, aux socialistes qui nous accusent de vouloir la ghettoïsation pour des raisons électorales) ; ou développer la conception d'une ville pour tous, assumant d'être une ville populaire tout en étant accueillante pour les classes moyennes chassées de Paris, et donc refuser de considérer comme « perdues d'avance » pour le vote de transformation sociale ces catégories.

Notre résistance relative, donc, n'empêche nullement qu'une nouvelle étape est franchie dans le sens d'une recomposition politique : l'échec relatif du Modem nous dit que la forme de cette recomposition est la bipolarisation, le bipartisme PS-UMP, et non qu'elle est en panne. Il y a là un point de divergence, mais de débat, avec le rapport de Pierre Laurent.

L'inconsistance des programmes et la valse des étiquettes des candidats sarkozystes et socialistes sont des réalités qui ne contredisent pas ce phénomène, mais plutôt y participent.

Dans le même temps, certains résultats montrent qu'il existe un espace potentiel pour une gauche de transformation sociale : résultats obtenus par un certain nombre de nos candidats, score des listes d'extrême gauche, dont on a raison de souligner que nombre d'entre elles n'étaient pas dans la logique inféconde de la direction de la LCR, score de listes citoyennes, avec ou sans nous. Il y a eu dans ce Conseil national de nombreux témoignages de constructions prometteuses et on sent là un champ encore fragile de possibilités nouvelles.

Alors maintenant, trois options sont possibles.

La première est une relance identitaire, sur la base du discours communiste du 20^{ème} siècle. C'est la ligne proposée aux nombreux communistes qui lisent le Figaro par André Gérin. Elle est pour moi une stratégie obsolète, voulant ranimer une organisation qui n'existe déjà plus.

La deuxième option possible est de s'en tenir aux lignes ambiguës des derniers congrès qui n'ont pas modifié significativement la donne politique, nous ont amenés à un nouvel affaiblissement et à une dépendance croissante par rapport au PS, avec une union de la gauche qui fait de moins en moins sens. On peut se cacher derrière son petit doigt pour dire « travaillons d'abord le projet on verra demain les alliances », mais cela omet que le projet doit être lui-même construction d'une convergence de citoyens et de forces, et non projet du seul parti communiste, qui rallierait les citoyens pour ensuite les représenter seul et les déposséder de fait de leur pouvoir d'intervention.

La troisième option est de travailler à inventer un nouveau projet et une nouvelle gauche, une gauche de transformation sociale capable de contester l'hégémonie des sociaux-libéraux, en construisant une nouvelle dynamique politique, tout en gardant la visée d'une gauche majoritaire. Je pense que nous sommes intéressés par la situation politique en Allemagne, avec l'énorme impact de *Die Linke*.

Dans les luttes et pour la construction d'un projet politique, allons-nous laisser les forces éparpillées, travailler chacune dans leur coin, ou allons-nous prendre des initiatives politiques fortes, pour mettre en question les césures entre le social et le politique, réunir les citoyens et les forces prêtes à agir contre les dominations ? Nous en revenons au débat soi-disant déjà tranché lors de nos congrès : rassemblement autour du Parti ou construction politique à égalité de droits et de devoirs avec les citoyens et les forces intéressés à un nouveau projet ?

Déjà se profilent les échéances des européennes et des régionales, et nous allons devoir choisir : la constitution de listes sous domination du PS, la querelle et la compétition entre les forces qui se revendiquent de la transformation sociale, avec à l'arrivée des résultats marginaux (nous en avons l'expérience), ou l'unité et la dynamique de la gauche de transformation sociale, au sein de laquelle nous avons toute notre place.

Pour bousculer le scénario des libéraux et des sociaux-libéraux, il faut enfin lever nos tabous, en particulier le tabou du dépassement du Parti communiste du 20^{ème} siècle. Les formes à construire ne peuvent être préalablement déterminées, et on ne peut pas être dans une logique du tout ou rien : c'est en changeant les conditions actuelles que nous pouvons construire un avenir pour le communisme politique et construire une force politique de transformation sociale.